

CFJC

Compagnie Financière
JACQUES CŒUR

Les enjeux européens de 2024

Tournant politique, mutations économiques et défis géopolitiques



Compagnie Financière Jacques Cœur
Entreprise d'investissement - Agrément ACPR n°19873 B
21, Boulevard Montmartre - 75002 Paris - www.cfjc.fr
Tel. +33 1 83 95 41 91 - e-mail : contact@cfjc.fr

Lettre Jacques Cœur

Juillet 2024

Les enjeux européens de 2024 : Tournant politique, mutations économiques et défis géopolitiques

Michel Foucher, géographe et ambassadeur, conseiller du Président de CFJC



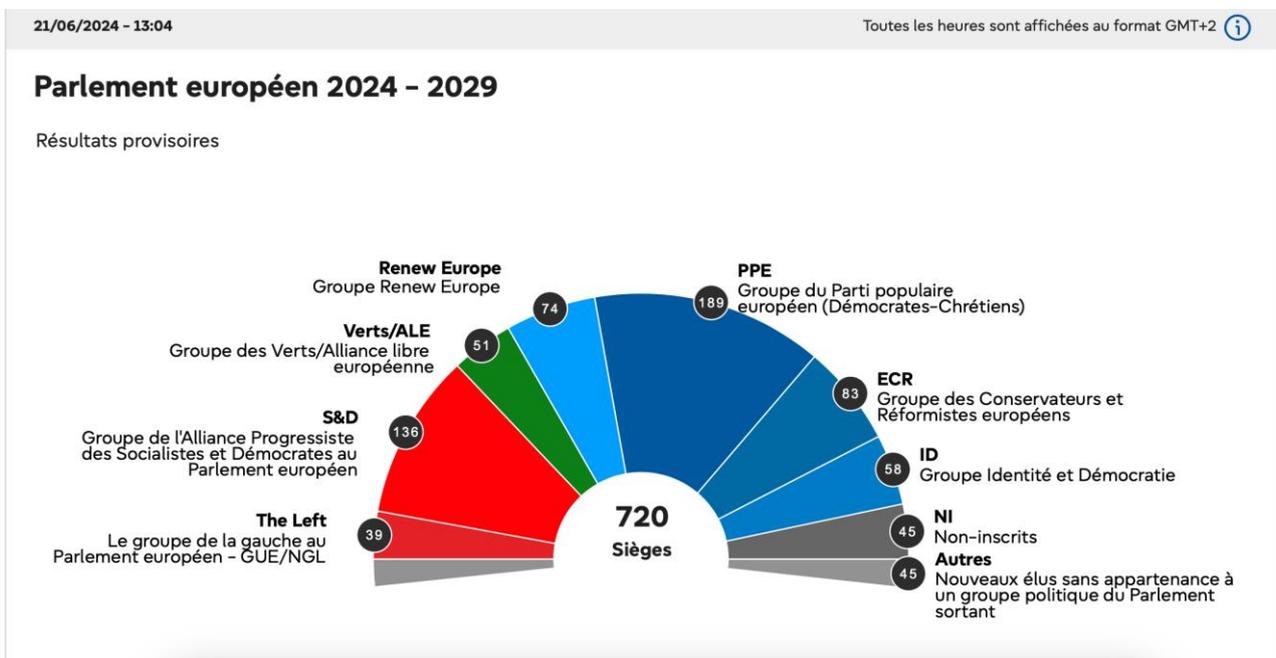
François-Xavier Bouis, Président de Compagnie Financière Jacques Cœur



La présente lettre n°38 s'attache à présenter un bref tableau de la situation européenne au début d'une nouvelle législature, à imaginer ce qui vient, à analyser le tournant politique britannique et enfin à montrer, en conclusion, que les économistes ont tout à gagner à penser que la géopolitique compte car leurs modèles ne sont plus pertinents dans un monde qui n'est ni en paix ni régulé de manière ordonnée. Les lecteurs de la lettre Jacques Cœur le savent.

Union européenne, un tournant politique limité

La coalition entre les chrétiens-démocrates (PPE), les socio-démocrates (S&D) et les centristes (Renew Europe) regroupe une majorité de 399 députés sur un total de 720. Elle sera reconduite.



Le Conseil européen des 27 et 28 juin confirme les titulaires des « top jobs » :

- Ursula von der Leyen (PPE), présidente de la Commission européenne (avec le soutien de la France, de l'Allemagne et de l'Italie)
- Antonio Costa (S&D), ancien premier ministre du Portugal comme président du Conseil européen
- Roberta Metsola (PPE), présidente du Parlement européen

- Kaja Kallas (Renew), première ministre d'Estonie, comme Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Giorgia Meloni, qui s'est sentie exclue de ces décisions, entend obtenir, en échange de son soutien à la présidente de la Commission, soit une vice-présidence, soit un poste central comme les politiques de cohésion ou l'agriculture.

Calendrier européen¹

16-19 juillet : première réunion plénière constitutive de la 10^{ème} législature du Parlement européen et élection du président du PE ((4 tours maximum) et de 14 vice-présidents et 5 questeurs.

22-25 juillet : réunions constitutives des commissions du PE, élection des bureaux avec l'impératif de la parité.

16-19 septembre : session plénière du PE : sauf si les députés décidaient de le faire en juillet, élection du nouveau président de la Commission européenne à la majorité absolue (361 députés). Des défections dans les trois principaux partis étant probables, elle aura besoin du soutien des Verts et, peut-être, de celui du groupe Conservateurs et Réformistes (ECR), où l'influence de Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia) et de Droit et Justice (PIS polonais) est forte et constitue le troisième groupe devant Renew. Ce qui confirme le lent déport vers la droite depuis un demi-siècle, ce qui pourrait remettre en question certains acquis. Discours sur l'état de l'Union : exercice de lancement du mandat, programme de travail précis pour les 5 ans et actualisation tous les ans. La Présidence de la Commission est le premier acteur de la création du collège des commissaires.

Octobre-novembre : auditions individuelles et publiques par le PE des commissaires désignés par les États-membres. Les députés ne manqueront pas d'exercer leur pouvoir.

1^{er} décembre : entrée en fonction du nouveau président de la Commission et du nouveau président du Conseil européen à la majorité qualifiée renforcée (il faut 72% des États-membres favorables, soit 20 États sur 27 et au moins 65% de la population de l'Union).

¹ Source : Sandrine Gaudin, ancienne Secrétaire générale des affaires européennes (SGAE, 2017-2022), Mouvement européen, 22 juin 2024

16-19 décembre : présentation du collège des commissaires et des portefeuilles et approbation par le PE à la majorité des suffrages exprimés par appel nominal. Vote plus tôt si le président de la Commission est désigné et validé plus tôt par le PE.

Cette période d'auditions et de nominations limitera la portée de la présidence du Conseil de l'UE par la Hongrie, qui a choisi comme leitmotiv « Make Europe Great Again » ! Elle sera suivie d'une présidence de la Pologne au premier semestre 2025, sous la direction de Donald Tusk, qui a remporté les élections législatives en décembre 2023 ; il avait été premier ministre (2007-2014) et président du Conseil de l'UE (2014-2019).

Quel est le bilan des cinq dernières années ? Des accomplissements collectifs inédits ont été réalisés, qualifiés par le chancelier allemand Scholz de « moment hamiltonien ». Citons les réactions au Covid (mutualiser la production, l'achat et la distribution de vaccins) et la relance solidaire (750 Mds€) sur la base d'un endettement commun sur 30 ans. Face à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, le découplage avec l'économie russe (13 paquets de sanctions) a été décidé, notamment pour réduire la dépendance énergétique et rétablir l'approvisionnement alternatif (Norvège, Qatar). La souveraineté européenne a été réaffirmée et le pacte migrations et asile mutualise la protection des frontières extérieures. Ces avancées ont été obtenues sans renoncer à l'agenda de 2019 sur le climat, la souveraineté numérique et la concurrence commerciale.

L'Agenda stratégique européen et le programme de la Commission sont en cours d'élaboration

L'Agenda stratégique est préparé par la Commission et les États-membres. Il reflète le programme politique des 5 ans. Il est décliné en programme législatif annuel.

Lors du Conseil européen de Grenade (6 octobre 2023) les dirigeants de l'UE ont débattu pour la première fois des futures priorités du programme stratégique : sécurité et défense, résilience et compétitivité, énergie, migrations, engagement mondial, élargissement. Le discours de la Sorbonne n° 2 a présenté une liste détaillée d'objectifs.

Quels sont les principaux défis présents et à venir ?

- Défense et sécurité : on note un début d'une prise de conscience collective sur la nécessité d'agir ensemble en raison des coûts. Augmenter les capacités. Vise à réduire la dépendance extérieure qui 80 % des achats (dont 65% aux Etats-Unis).
- La guerre et le jeu des influences hostiles (Balkans, Caucase) donne une nouvelle vocation géopolitique au processus d'élargissement, qui prendra des années.
- Le modèle social et de prospérité se heurte à un problème de productivité alors que la démographie décline et que s'aggrave la concurrence de la Chine et des Etats-Unis. Le risque de décrochage, économique, social et de souveraineté (normes et dépendance) est réel (pointé par le rapport de Mario Draghi : voir plus loin) peut conduire à une division des Européens.
- Ces défis peuvent être l'occasion de moderniser l'économie et de poursuivre la décarbonation. A condition de répondre aux énormes besoins d'investissement : la Commission devra mettre en place une union d'épargne (35000 Md\$ dans l'UE) et d'investissement, développer la capacité d'emprunt, inciter à l'intégration financière (publique et privée) et corriger les flux d'investissements européens vers les Etats-Unis (estimés à 300 Mds€ par an selon le président français et le rapport d'Enrico Letta). Notons que les Européens financent les Etats-Unis trois fois : flux d'épargne, achats d'armements et de GNL à des prix élevés.

A propos du marché des capitaux, la négociation est en cours². L'union bancaire était une réponse à la crise financière. Aujourd'hui le risque est étalé mais c'est une nécessité (optimisme). Rapport de l'Eurogroupe (unanimité, donc timide. Critiques : nouvelle donne). Les Allemands bougent. Il faut prouver que l'Union du marché des capitaux va apporter des bénéfices à tous. Ce sera dans le programme de la Commission. Faire de l'union bancaire et union des marchés de capitaux deux priorités, comme condition de l'autonomie stratégique dans des secteurs clés (défense, énergie, santé, chaînes logistiques). La part du financement des économies par les marchés stagne dans l'Union, et l'épargne des ménages ne finance toujours pas ses grandes ambitions de long terme. La taille relative de l'Union dans les marchés de capitaux globaux s'est réduite — passant de 18 % à 10 % en 16 ans — et la part des entreprises européennes dans la capitalisation boursière des 100 plus grandes entreprises mondiales est passée de 11 % à 5 % en 7 ans³.

² Source : entretien avec le Représentant Permanent de la France à Bruxelles, 30 mai 2024

³ Situation de l'épargne européenne : 80% dépôts bancaires et livrets de placement CT ; épargne institutionnelle : dette souveraine et privée. Retraites par répartition dans 24 pays sur 27. Voir l'étude de Fabrice Demarigny (Le Grand Continent, 11 janvier 2024)

Le nouveau Cadre financier pluriannuel 2028-2032 sera discuté à partir de l'été 2025 et sera une énorme négociation entre États membres et surtout entre les forces politiques. C'est l'un des sujets où des divergences politiques en France pourraient peser, avec la réforme de la Politique agricole commune et le rythme de la transition écologique.

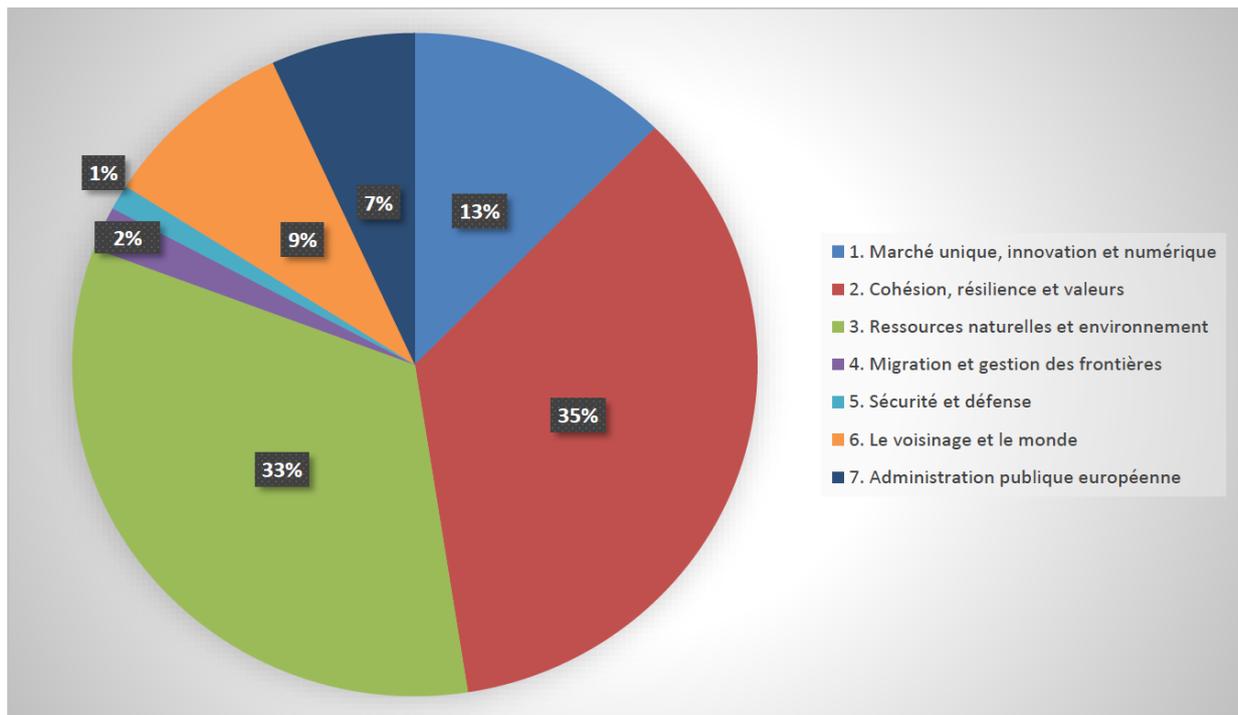
Rappel de la CFP 2021-2027

1134,6 milliards d'euros (prix de 2018) en crédits d'engagement,

soit 1,11% du revenu national brut (RNB) de l'UE-27

a quoi s'ajoute le plan de relance Next Generation EU

adopté le 27 mai 2020 doté de 750 milliards d'euros



Source : Stéphane Saurel, Le budget de l'Union européenne, La Documentation française

La négociation du cadre financier constitue une opportunité pour s'interroger sur la structure du budget et les priorités devant être financées par l'Union européenne.

Près de 68 % des dépenses de l'Union sont consacrées à l'agriculture et à la politique de cohésion sur la période 2021-2027 (crédits d'engagement en euros courants).

En 2024 : Le budget 2024 représente 189,4 Mds€ en crédits d'engagement et 142,6 Mds€ en crédits de paiement, soit respectivement 1,06% et 0,8% du RNB de l'UE.

Les nouveaux domaines dans lesquels se développent les compétences de l'UE ne représentent qu'une part limitée de son budget, alors que la PAC et la politique régionale totalisent près de 70 % des dépenses de l'Union

Les États du Sud ainsi que les nouveaux États membres sont, en pourcentage de leur RNB, les principaux bénéficiaires du budget de l'UE.

En 2022, la Pologne (18,3 Mds€) était le premier bénéficiaire en volume des politiques communes, devant la France (16,9 Mds€), l'Italie (14,6 Mds€), l'Espagne (14,2 Mds€) et l'Allemagne (14,2 Mds€), la France et l'Allemagne restant toutefois des contributeurs nets importants.

Mutations économiques : « Un changement radical est nécessaire » selon Mario Draghi

Avant la remise officielle de son rapport à la Commission européenne, Mario Draghi en a esquissé les grandes lignes à deux occasions : le 16 avril lors de la Conférence de haut niveau sur le pilier européen des droits sociaux (Bruxelles) et le 14 juin lors de la remise du Prix européen Charles Quint au monastère de Yuste (Espagne).

L'argumentation est la suivante : « Notre organisation, notre processus décisionnel et notre financement ont été conçus pour le monde d'avant—avant le Covid-19, avant l'Ukraine, avant l'embrasement au Moyen-Orient, avant le retour de la rivalité entre grandes puissances. Or nous avons besoin d'une Union européenne adaptée au monde d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi je propose un changement radical—car un changement radical est nécessaire. Nous avons délibérément poursuivi une stratégie visant à abaisser les coûts salariaux les uns par rapport aux autres. En combinant cette approche avec une politique budgétaire procyclique, l'effet net n'a été que d'affaiblir notre propre demande intérieure et de saper notre modèle social. Toutefois, le problème essentiel n'est pas que la compétitivité soit un concept erroné — c'est que l'Europe s'est trompée d'objectif. Nous nous sommes repliés sur nous-mêmes, en voyant nos concurrents parmi nous, à l'intérieur, même dans des secteurs comme la défense et l'énergie où nous avons des intérêts communs profonds. Dans le même temps, nous n'avons pas suffisamment regardé vers l'extérieur : après tout, alors que nous avons une balance commerciale positive, nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention à notre compétitivité extérieure, nous ne l'avons pas traitée comme une question politique sérieuse.

Plus important encore, d'autres régions ne respectent plus aucune règle et conçoivent proactivement des politiques visant à renforcer leur compétitivité. La Chine, par exemple, cherche à s'appropriier et à internaliser tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement des technologies vertes et des technologies avancées en s'assurant l'accès aux ressources nécessaires.

Les États-Unis, quant à eux, déploient une politique industrielle à grande échelle pour attirer des capacités de production nationales à haute valeur ajoutée à l'intérieur de leurs frontières — y compris les capacités des entreprises européennes — tout en ayant recours au protectionnisme pour exclure les concurrents et en déployant leur puissance géopolitique pour réorienter et sécuriser les chaînes d'approvisionnement.

À l'échelle de l'Union, nous n'avons jamais eu d'*Industrial Deal* comparable, même si la Commission a fait tout ce qui était en son pouvoir pour combler cette lacune. Nous manquons toujours d'une stratégie globale sur la manière de réagir dans de nombreux secteurs. L'on ne trouve que 4 acteurs technologiques européens parmi les 50 premiers mondiaux.

Trois fils conducteurs :

- Économies d'échelle (défense, télécoms, médicaments).

Les gouvernements n'achètent pas beaucoup ensemble — les achats en collaboration représentent moins de 20 % des dépenses — et ils ne se concentrent pas assez sur notre propre marché : près de 80 % des achats effectués au cours des deux dernières années l'ont été en dehors de l'Union.

- Fourniture de biens publics (énergie).

La majeure partie du déficit d'investissement devra être couverte par l'investissement privé. L'épargne privée est très élevée dans l'Union mais elle est essentiellement canalisée vers les dépôts bancaires et ne finance pas la croissance autant qu'elle le pourrait sur un marché des capitaux plus vaste. C'est pourquoi l'achèvement de l'Union des marchés des capitaux (UMC) est un élément clef de notre stratégie globale de compétitivité.

- Sécurisation de l'approvisionnement en ressources et en intrants essentiels.

Pour assurer la cohérence entre les différents instruments politiques, nous devrions être en mesure de développer dès maintenant un nouvel outil stratégique pour coordonner nos politiques économiques. Si nous devons constater que ce n'est pas possible, dans des cas bien spécifiques, alors nous devrions être prêts à envisager d'aller de l'avant avec seulement quelques d'États membres — par exemple, une coopération renforcée sous la forme d'un « 28e régime » pourrait permettre à l'Union des marchés de capitaux de mobiliser des investissements ».

A Yuste, Mario Draghi a de nouveau insisté sur les remèdes à la diminution de la productivité : faire de l'innovation une priorité collective, la réduction du prix de l'énergie via un marché européen et la mobilisation de l'épargne.

Royaume-Uni : le retour des travaillistes le 4 juillet 2024

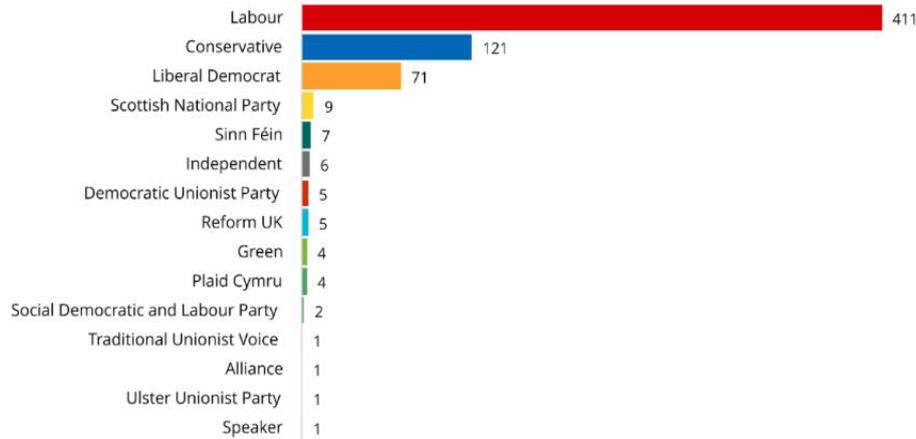
Après quatorze ans au pouvoir, une gestion politique chaotique depuis le Brexit (2016) et la dégradation de la situation économique (austérité budgétaire, système de santé exsangue, hausse non compensée du prix de l'énergie augmentation des taux d'intérêt de 0,1% en décembre 2021 à 5,25% en août 2023 dans un pays où les emprunts sont à taux variable), le parti conservateur a perdu les élections anticipées du 4 juillet décidées par Rishi Sunak (les conservateurs ont agi comme des « dindes qui votent pour avancer la date de Noël »).

Le succès du Labour - 411 sièges, soit 209 de plus qu'en 2019 - doit au travail de recentrage effectué par son dirigeant Sir Keir Starmer⁴, compétent, modéré, sans charisme et réaliste. Il a redressé la dérive de gauche extrême de Jeremy Corbin (qui fut ambigu sur le Brexit et l'antisémitisme), renoué avec le monde économique et réaffirmé les fondamentaux de la politique étrangère britannique (soutien à l'Ukraine, fermeté sur la Russie et la Chine, continuité sur la dissuasion nucléaire et le lien transatlantique). Son slogan tient en un seul mot « Change », pour exprimer le retour à la stabilité politique et économique.

⁴ 62 ans, à Southwark, père ouvrier et mère infirmière, député depuis 2015 (Holborn et Saint Pancras) et chef du Labour depuis 2020. Juriste et avocat, actif dans la réforme de la police d'Irlande du nord (après les accords de 1998). D'où son statut de membre du Conseil privé du roi. Pro européen.

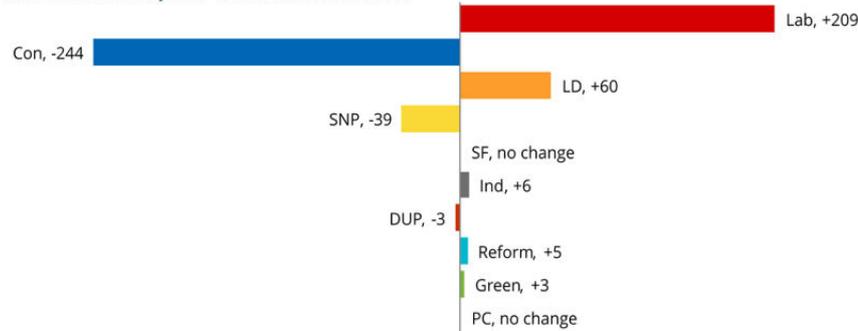
2024 general election: number of seats won by party

As of 17:20 on 5th July 2024 - 649 of 650 seats included



2024 general election: change in seats compared with 2019

As of 17:20 on 5th July 2024 - 649 of 650 seats included



Note: changes calculated relative to the number of seats won at the 2019 general election, not notional results.

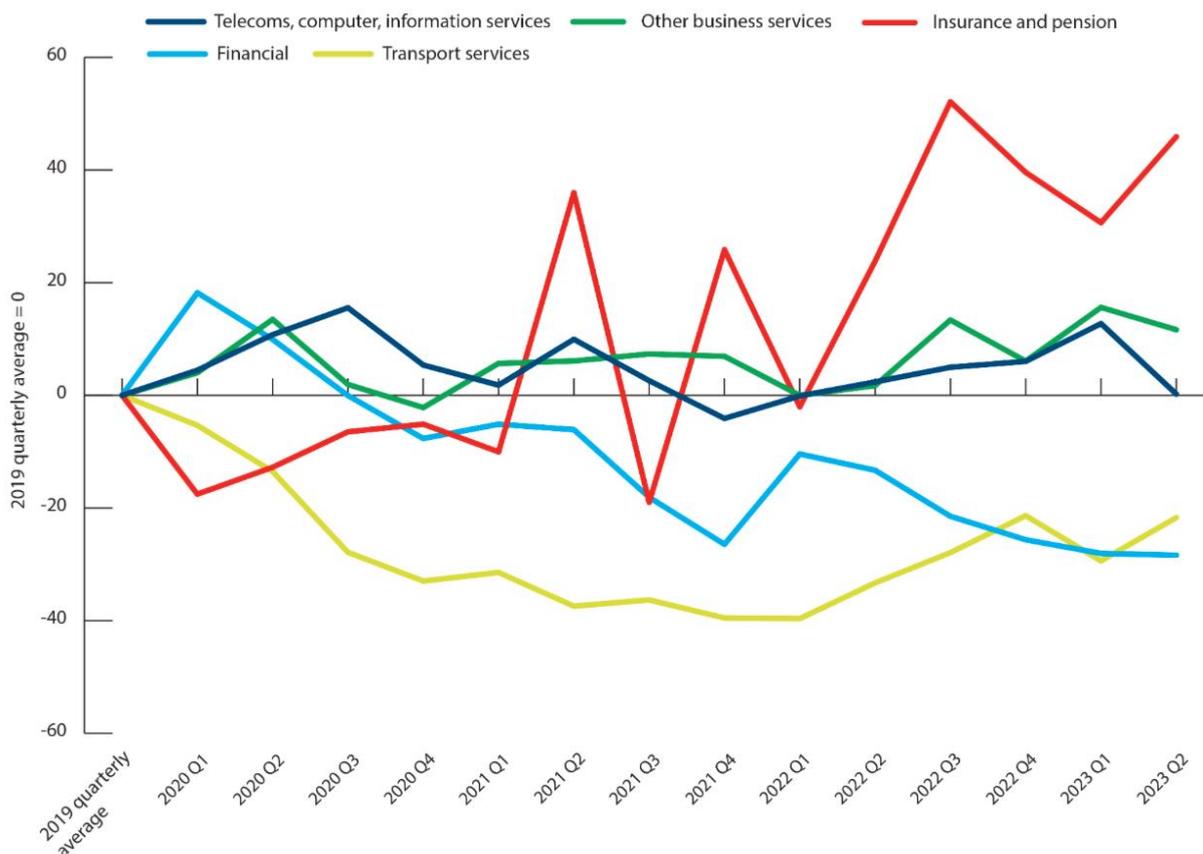
Source : Bibliothèque de la Chambre des Communes, 5 juillet 2024

Le coût du Brexit est évalué à 4 à 5% du PIB par le Center for European Reform. Il est profond, même si les services (la moitié du PIB britannique) ont une croissance plus forte que dans la moyenne des économies avancées - télécoms, IT, assurances, fonds de pension, consultance, comptabilité et conseils juridiques. Deux exceptions toutefois : les services financiers avec des transferts d'activités : Paris, Amsterdam, Francfort et Dublin) et les transports (routiers et maritimes) du fait de la diminution des exportations vers l'UE et du cabotage intra-UE.

Une étude récente de John Spingford (CFR) sur le Brexit conclut ainsi : « La solution aux paradoxes du Royaume-Uni en matière d'exportation consiste donc à choisir le bon contrefactuel. Les échanges de marchandises au sein de l'UE ont connu un véritable boom ces dernières années, dépassant les exportations de l'Europe vers le reste du monde. En tant que pays tiers, le Royaume-Uni n'a pas profité de cet essor. De même, après la sortie de l'UE, les entreprises de services basées au Royaume-Uni ont été confrontées à des obstacles beaucoup plus importants pour exporter vers

l'UE dans des domaines où le marché unique est avancé, comme les transports et les services financiers. Dans ces secteurs, la croissance des exportations britanniques est inférieure à celle des autres économies avancées. Par conséquent, si le Royaume-Uni était resté membre de l'UE, ses exportations de services auraient probablement augmenté beaucoup plus rapidement. La croissance manquée des échanges de biens et de services représente une perte trimestrielle d'environ 23 milliards de livres pour les exportations britanniques, ce qui correspond à une réduction du PIB de 4 à 5 % par rapport à une Grande-Bretagne qui serait restée dans l'UE. Paradoxes résolus. »

Chart 4: UK services exports, % difference from the average of advanced economies



Source: CER analysis of UNCTAD, 'Services (BPM6): Trade and growth by main service-category, quarterly' data.

Source : John Spingford, Brexit, four years on: Answers to two trade paradoxes, Center for European Reform, London, 25 January 2024

Les travaillistes n'ont pas abordé la question de ce bilan car « on ne peut pas expliquer aux électeurs qu'ils se sont trompés ». Le Brexit ne sera donc pas remis en cause et le Labour a fixé trois lignes rouges dans les relations avec l'Union européenne : ni retour au marché unique, ni union douanière ni libre circulation, afin de préserver l'autonomie britannique dans les relations commerciales avec les pays tiers, la régulation des services et la politique migratoire.

Mais Keir Starmer plaide pour trois domaines d'améliorations :

- La reconnaissance mutuelle des qualifications pour permettre aux professions réglementées telles que les architectes et les professionnels de la santé d'exercer dans l'UE et vice-versa.
- Des dispositions pour les visiteurs professionnels de courte durée afin de permettre aux musiciens et autres artistes basés au Royaume-Uni d'effectuer plus facilement des tournées dans l'UE.
- Un accord vétérinaire pour faciliter les échanges de denrées alimentaires.

Le Labour a l'objectif d'un accord commercial plus ouvert avec l'UE sur la réduction des barrières non commerciales dans les secteurs forts comme la chimie, la pharmacie et les services médicaux.

Quels sont les effets envisageables sur l'UE de cette approche britannique ?

On peut revenir vers le « cherry picking », longtemps refusé par Michel Barnier. La compétitivité (technologie, système académique, réalisme sur la transition climatique) est une priorité. Les objectifs européens en matière de finances (unification du marché des capitaux, condition pour canaliser les énormes ressources financières générées par son économie vers les investissements nécessaires à la transition climatique, à la résorption du fossé technologique et au renforcement de la défense commune) peuvent favoriser le retour de la place de Londres car le Brexit a surtout profité à la place de New York. Enfin, dans les domaines de la défense et de la sécurité, l'engagement militaire en Ukraine et l'essor de la coopération industrielle franco-britannique seront confirmés. Tant il est vrai que le Brexit n'a pas confirmé l'illusion d'une relation spéciale avec les Etats-Unis et encore moins d'une « Global Britain ».

Une victoire travailliste redonnera-t-elle un élan aux socio-démocrates du continent ? En tout état de cause, l'échec du Brexit a calmé les ardeurs des souverainistes qui situent désormais leur action au sein de l'Union, Orban et Meloni compris. Et le coût du Brexit a été accentué par l'intransigeance de l'UE sur les conséquences d'une sortie. Enfin, il est vraisemblable que le plan de relance post-Covid aurait été bloqué par Londres.

Une leçon de politique intérieure doit être retenue pour l'ensemble des pays de l'Union européenne : le Brexit a fait sortir le Royaume Uni des politiques que les Britanniques avaient choisies. Il ne suffit donc pas qu'un projet soit rationnel pour qu'il soit soutenu. Un accident démocratique est

possible. Et il convient d'interroger la capacité des citoyens à soutenir l'ensemble de l'agenda stratégique à venir (Pacte vert, voiture électrique, surplomb des directives européennes, ignorance dans plusieurs pays, dont la France, des mécanismes de décision, pourtant démocratiques dès lors que le Parlement européen est en codécision et qu'il approuve ou non les nominations).

Le défi géopolitique

Avant de lister quelques contraintes extérieures qu'imposent les affaires d'un monde perclus de crises multiples, il paraît utile de rappeler qu'une prise de conscience s'opère sur les mutations internationales qui compliquent de plus en plus les activités économiques : rivalité des puissances et recours à la guerre, fragmentation de l'économie mondiale, impératifs de la sécurité économique.

Pour Rodolphe Saadé, président de CMA CGM, « le monde change très vite : le climat, la géopolitique et l'intelligence artificielle sont les principaux défis » pour le troisième armateur mondial, qui vient d'inaugurer un centre de formation et d'innovation à Marseille⁵.

Mario Draghi, à son tour, justifie son appel à un changement radical dans la stratégie économique européenne par la détérioration de la situation internationale.

« Le paradigme qui nous a apporté la prospérité dans le passé était conçu pour un monde de stabilité géopolitique — les considérations de sécurité nationale occupaient peu de place dans les décisions économiques. Or les conditions géopolitiques se détériorent aujourd'hui.

Ce changement exige que l'Europe adopte une approche fondamentalement différente de sa capacité industrielle dans des secteurs stratégiques tels que la défense, l'espace, les minéraux critiques et certains produits pharmaceutiques. Elle doit également réduire sa dépendance à l'égard de pays auxquels elle ne peut plus se fier.

⁵ Le Monde, entretien, 7 mai 2024

La première chose dont nous avons besoin est donc une évaluation commune des risques géopolitiques auxquels nous sommes confrontés, qui soit partagée par tous les États membres et qui puisse guider notre réponse. Ce n'est pas une petite exigence : c'est le début de tout le reste.

Ensuite, nous devons développer une véritable « politique étrangère économique » — ou, comme on l'appelle aujourd'hui, une stratégie économique internationale⁶ qui coordonne les accords commerciaux préférentiels et les investissements directs avec les pays riches en ressources, la constitution de stocks dans des domaines critiques spécifiques et la création de partenariats industriels afin de sécuriser les chaînes d'approvisionnement en technologies clés »⁷.

Sur la sécurité économique, on voudra bien se reporter à la conclusion de la lettre Jacques Cœur (point V, décembre 2023).

Ce qui importe ici est d'analyser en permanence les effets des tensions internationales sur l'Europe.

L'Union risque de devenir le terrain de jeu de la rivalité sino-américaine. Un seul exemple : les taxes décidées par l'Administration Biden (100%) sur l'importation de véhicules électriques chinois (du reste assez réduite) accélère le report de leurs constructeurs vers le marché européen (projet d'investissement du constructeur automobile chinois ByD en Hongrie). Lors de sa visite en France, le président chinois a nié la réalité des surcapacités industrielles chinoises dans les secteurs-clés : voitures électriques, panneaux solaires, matériels médicaux. Et il argue, non sans raison, que c'est l'innovation qui fait la force plutôt que les subventions publiques. L'UE a entamé 185 enquêtes classiques antidumping dont une centaine concerne la seule Chine.

Un deuxième constat est celui du décrochage entre les économies des deux rives de l'Atlantique, étudié en détail dans le rapport Draghi qui fonde tout son raisonnement sur les décalages de productivité.

Une troisième tendance signale l'adaptation de pays qualifiés de « connecteurs » par le Fonds monétaire international⁸, qui deviennent des courroies de transmission d'une mondialisation grippée

⁶ Mario Draghi s'inspire des réflexions en cours au Conseil national de sécurité des Etats-Unis à propos du concept d'« economic statecraft » et du rôle de l'État dans l'ère de la sécurité économique, développé notamment par Daleep Singh.

⁷ Discours de Yuste, 14 juin 2024, op.cit.

⁸ Changing Global Linkages: A New Cold War? FMI, 5 avril 2024

par les tensions géopolitiques ; ceci se traduit par un découplage des échanges entre blocs rivaux et une hausse des flux entre « pays amis » (friend shoring, selon Janet Yellen) ou non alignés. Dans cette catégorie figurent le Mexique, le Maroc, la Turquie, le Vietnam et l'Indonésie. Les deux premiers sont des portes d'entrée vers les marchés américain et européen, car ils bénéficient d'accords de libre-échange avec les Etats-Unis et l'UE, dont la Chine entend tirer parti dans une stratégie de contournement. L'accès aux marchés est une variable d'importance croissante.

Outre les pays proches de l'UE (Maroc, Égypte, Turquie, Israël), les pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, Roumanie) sont en passe de bénéficier de la recherche de baisse des coûts de production engagée par les industriels d'Europe occidentale, Allemagne en premier lieu.

Enfin, alors que la Chine diversifie ses marchés à l'exportation, l'UE diversifie ses sources d'importation. Une nouvelle géoéconomie se dessine. La logique de blocs qui s'installe, autour des Etats-Unis et de la Chine, remet en cause les fondements du libre-échange. Dans un scénario de retour de Trump, les Européens chercheront en ordre dispersé à garantir leur accès au marché américain. Ce scénario fera l'objet de la lettre Jacques Cœur n° 39 (octobre 2024).

CFJC

Compagnie Financière
JACQUES CŒUR